



Pourquoi est-il urgent de sortir la Banque du Sud de la paralysie ?

Par [Ariel Noyola Rodríguez](#)

Mondialisation.ca, 21 janvier 2016

[rt.com](#) 12 janvier 2016

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Économie](#)

Au vu de l'approfondissement de la récession mondiale, il est urgent que les présidents des pays d'Amérique du Sud mettent toute leur énergie dans la construction de leurs propres institutions de crédit et dans l'utilisation des instruments de coopération financière visant à affaiblir l'influence du dollar dans la région.

Attendu que le gouvernement états-unien cherche à imposer, par tous les moyens possibles, sa domination économique dans la région, il est devenu indispensable pour les États d'Amérique du Sud de gagner leur autonomie politique face aux établissements de crédit traditionnels.

Le *modus operandi* du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (Bid) est déjà bien connu : utiliser la dette comme un mécanisme de pression contre les peuples englués dans l'insolvabilité ; imposer des mesures économiques draconiennes (diminution des dépenses sociales, réduction des salaires, privatisation des entreprises d'État stratégiques, etc.) ; attribuer une aide financière illimitée aux gouvernements issus d'un coup d'État, mais soutenus par la Maison-Blanche (comme au Chili dans les années 1970) ; etc. Pour ces raisons et bien d'autres, il est nécessaire de renforcer les fondements de l'architecture financière en Amérique du Sud.

Premièrement, il faut une Unité monétaire sud-américaine (UMS). L'UMS n'est pas une « monnaie commune », comme l'euro, mais un panier de référence constitué d'un ensemble de devises (comme le mécanisme des droits de tirage spéciaux du FMI). En bref, l'UMS est une référence qui a une plus grande stabilité que le dollar, à la fois pour l'émission d'obligations et pour la comparaison des prix dans la région. En parallèle, il faut promouvoir le règlement des échanges en monnaies locales.

Depuis 2008, l'Argentine et le Brésil ont lancé un système de paiement en monnaie locale (SML). Et en octobre 2015, le Paraguay et l'Uruguay avaient mis en place un mécanisme de paiements semblable. Grâce à cela, nous avons évité de passer par le dollar et les coûts de transaction ont été considérablement réduits entre les entreprises des deux côtés. Maintenant il manque seulement l'implication de la Bolivie et du Venezuela, pour arriver à la « dé-dollarisation » de tous les pays du Marché commun du Sud (Mercosur).

Deuxièmement, les pays d'Amérique du Sud ont besoin d'un puissant fonds de stabilisation monétaire en mesure de protéger leur balance des paiements des violentes fluctuations du dollar, encore plus après que la Réserve fédérale (Fed) US a relevé ses taux d'intérêts en décembre dernier [1]. De 2002 à 2009, le boom du prix des matières premières a favorisé

l'accumulation massive de réserves internationales, et pourtant l'Amérique du Sud a continué à financer les pays industrialisés.

Une grande partie des milliards de dollars épargnés par l'Amérique du Sud au cours des dernières années a été investie dans des bons du Trésor des États-Unis, plutôt que canalisée dans des activités productives à travers un puissant Fond du Sud. À l'heure actuelle le seul fond de stabilisation qui existe dans la région est le Fond latino-américain de réserve (Flar), initialement lancé par la Communauté andine en 1978 et alors dénommé Fond de réserve des Andes, et qui se compose actuellement de la Bolivie, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, du Paraguay, du Pérou, de l'Uruguay et du Venezuela.

Toutefois, les ressources disponibles auprès de ce fond sont insuffisantes pour contenir la ruée dans les moments critiques : le capital souscrit est seulement de 3,6 milliards de dollars, un montant qui représente moins de 15 % des actions détenues par la Banque centrale de Bolivie. Le marché mondial du crédit est devenu trop volatile. Pour la seule année 2015, plus de 98 milliards de dollars d'investissements financiers ont fui les pays émergents, selon les estimations de l'Institute of International Finance (IIF) [2].

Par conséquent, il est urgent de se mettre au travail face à cette vulnérabilité dangereuse. Les pays du Mercosur ont besoin d'un fonds de stabilisation propre qui, compte tenu du degré élevé d'intégration financière du Brésil avec le reste du monde, peut compter sur au moins 100 milliards de dollars de capital, qui est le volume de ressources avec lequel a commencé le Fonds de réserve des Brics.

Et troisièmement, les États sud-américains doivent sortir la Banque du Sud de la mélasse bureaucratique dans laquelle elle est engluée et lui faire délivrer enfin ses premiers prêts [3]. Les détails techniques sont presque prêts : le capital initial sera de 7 milliards de dollars et le capital autorisé de 20 milliards de dollars ; le siège sera au Venezuela ; l'Argentine et la Bolivie accueilleront deux autres filiales. Cependant, leur fonctionnement a été retardé encore et encore, tant et si bien que, huit ans après la signature de son document fondateur, dans la ville de Buenos Aires, la Banque du Sud ne peut toujours pas ouvrir ses portes [4].

Y-a-t-il de puissants intérêts économiques qui empêchent la rupture avec le *statu quo*, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région ? Bien qu'au départ il a été envisagé que la Banque du Sud unirait tous les pays de l'Union des nations sud-américaines (Unasur), cela semble impossible ; le Suriname et la Guyane n'y voient aucun intérêt, tandis que le Chili, la Colombie et le Pérou se sont entêtés dans le soutien de projets d'intégration promus par Washington, aussi bien l'Alliance du Pacifique que l'Accord de partenariat transpacifique (TPP).

Par conséquent, les membres de la Banque du Sud ont été réduits à des pays du Mercosur ainsi qu'à l'Équateur. En outre, la résistance au sein du bloc vient principalement du Palais Itamaraty à Brasilia, le ministère des Affaires étrangères du Brésil. En Amérique du Sud, l'influence de la Banque nationale de développement (BNDES) du Brésil est écrasante, tant et si bien que, en quelques années, elle a réussi à dépasser le montant des crédits fournis par le FMI, la Banque mondiale et la Bid.

La BNDES n'a aucun intérêt à faire progresser l'intégration latino-américaine, en fait, sa mission est d'assurer l'approvisionnement en matières premières des entreprises brésiliennes [5]. Les ressources de la BNDES sont orientées vers des méga-projets qui

renforcent la dépendance des pays d'Amérique du Sud aux exportations primaires [matières premières, agriculture, NdT], tels que l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale (IIRSA), un réseau routier aux dimensions continentales qui ne profite qu'à une poignée de grandes entreprises [6].

En revanche, l'argent de la Banque du Sud ira non seulement à l'infrastructure mais aussi ciblera un large éventail de programmes d'investissement liés à l'éducation, la santé, le logement, etc. La Banque du Sud rejettera complètement les critères du « Consensus de Washington » qui a apporté tant de misère aux Amériques ; elle va accorder des prêts à très faible taux d'intérêt, puisque son objectif est de promouvoir le développement économique global des peuples.

Sans aucun doute, la Banque du Sud est un grand espoir en temps de crise. D'une part, elle servira comme mécanisme puissant pour soulager économiquement les pays d'Amérique du Sud qui sont victimes de graves récessions. D'autre part, ce sera un soutien crucial pour financer les objectifs les plus ambitieux de l'intégration sud-américaine : les projets scientifiques et technologiques conjoints, un réseau de chemins de fer, la recherche d'autres sources d'énergie, etc.

En conclusion, les gouvernements sud-américains doivent prendre des mesures concrètes pour mettre fin à la restauration conservatrice en cours, sinon ils vont précipiter leur débâcle. De toute évidence, le gouvernement du Brésil a la plus grande responsabilité pour la sauvegarde de la souveraineté continentale. En fin de compte, la sortie de la paralysie de la Banque du Sud dépendra des hauts fonctionnaires du Palais Itamaraty à Brasilia...

Ariel Noyola Rodríguez

Article original en espagnol : [¿Por qué es urgente romper la parálisis del Banco del Sur?](#), rt.com, 12 janvier 2016

Traduction : JJ pour [Le Saker Francophone](#)

[1] « [Fed's rate rise could heighten problems in emerging markets](#) », James Quinn, *The Telegraph*, December 18, 2015.

[2] « [Emerging market portfolio flows at weakest level since global financial crisis](#) », Jonathan Wheatley, *The Financial Times*, January 4, 2016.

[3] « [Banco del Sur, crisis global y turbulencia en Latinoamérica](#) », por Ariel Noyola Rodríguez, *Red Voltaire*, 22 de septiembre de 2014.

[4] « [The Bank of the South : Bolivarian finance](#) », *The Economist*, December 13, 2007.

[5] « [Brasil vs. Banco del Sur](#) », por Oscar Ugarteche, *Agencia IPI(Perú)*, *Red Voltaire*, 28 de agosto de 2007.

[6] « [Interconexión sin integración : 15 años de IIRSA](#) », Raúl Zibechi, *Programa de las Américas*, 23 de septiembre de 2015.

Ariel Noyola Rodríguez : *Economiste. Journaliste d'opinion pour la revue [Contralínea](#).*

Articles Par : [Ariel Noyola Rodríguez](#)

A propos :

Ariel Noyola Rodríguez is an economist graduated from the National Autonomous University of Mexico (UNAM). Involved in the Centre for Research on Globalization, Global Research, based in Canada. His reports on World Economy are published in the weekly magazine Contralínea and his opinion columns in the international news chain Russia Today. The Journalists Club of Mexico awarded him the National Journalism Prize in the category of Best Economic and Financial Analysis for his pieces issued in the Voltaire Network during 2015. He can be reached at noyolara@gmail.com. Twitter: [@noyola_ariel](https://twitter.com/noyola_ariel).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca